

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 57

Mercredi 14 janvier 1976

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

La politique du gouvernement : rassurer les possédants, maintenir le colonialisme

Le pouvoir colonial n'est pas avare de slogans publicitaires : nous avons eu droit en d'autres temps à la « départementalisation adaptée », à la « régionalisation », à la « départementalisation sociale » et voilà aujourd'hui la « départementalisation économique ».

Lancé il y a un an par Giscard, le slogan vient d'être repris par Chirac lors de son récent voyage.

On essaie de nous faire admettre que les Antilles sont en passe de rattraper la France sur le plan économique. La mauvaise blague !

Ainsi on nous dit que le revenu par habitant a quintuplé aux Antilles de 1958 à 1975. Mais de quel niveau était-il parti ? On ne nous dit pas non plus que dans le même temps l'inflation réduit de plus en plus le pouvoir d'achat de la population. Ainsi, on nous annonce l'irrigation de la Grande-Terre. Mais le scandale précisément c'est de ne l'annoncer que maintenant alors qu'il y a des années que les petits planteurs souffrent de la sécheresse. On nous parle de la politique de soutien à l'agriculture en Guadeloupe en citant l'augmentation du prix de la canne mais on oublie que ce prix avait été très longtemps « gelé » alors que le coût de la vie, lui, augmentait sans cesse d'année en année. On nous parle enfin des exonérations fiscales et autres facilités accordées aux entreprises pour favoriser l'investissement. Mais si ces faveurs du gouvernement profitent aux capitalistes, elles n'incitent pas ces derniers à créer des emplois. Pendant que Chirac annonce l'installation d'une usine de confection par le groupe Boussac, en faillite en France... et le développement des Ciments Antillais (c'est-à-dire les ciments Lafarge), le bâtiment, les docks, la canne, continuent à licencier.

En réalité, le pouvoir jette beaucoup de poudre aux yeux. On veut développer, nous dit-on la production. Mais on ne veut pas s'attaquer aux propriétaires fonciers qui monopolisent les terres cultivables. On veut développer la production locale, or l'import-export constitue un puissant lobby qui, lui, n'a pas intérêt à cela. Et le gouvernement le laisse tranquille. On veut mettre fin au chômage et on laisse les patrons libres de faire leurs ouvriers travailler en heures supplémentaires. On laisse la discrimination raciale s'installer petit à petit en favorisant l'embauche de Français au détriment des Antillais.

Beaucoup de discours alors qu'il faudrait des solutions énergiques, bousculant les groupes d'intérêts, les puissances établies. Mais le pouvoir ne risque pas de s'attaquer à eux. Il est là pour les protéger. Toutefois les travailleurs les plus exploités, travailleurs de l'agriculture, chômeurs intermittents, jeunes sans travail, femmes, eux sont nombreux à vouloir que cela change réellement. Ceux-là sont insensibles à toutes les manœuvres politiques qui se déroulent au sommet. Ils n'écoutent pas les discours et ne croient pas à la volonté de changement des gouvernants.

Ce sont ceux-là que les partis traditionnels refusent de mobiliser. La gauche se cantonne en effet dans une attitude d'opposition résignée. Attendant sans doute que la gauche française parvienne au pouvoir pour que quelque chose change.

Mais la résignation n'est pas de mise. Encore moins est de mise l'attitude de certaines organisations qui prêtent leur propre résignation aux travailleurs et qui se plaignent de la désaffection des travailleurs à l'égard de certaines de leurs actions.

Si les travailleurs veulent éviter de payer les frais de la crise, il faut qu'ils s'en prennent aux gros négociants de l'import-export, aux capitalistes de l'industrie et du commerce, aux sociétés de la canne et des sucreries, aux grands planteurs. Mais derrière tous ces gens, il y a l'Etat colonial. On ne peut combattre les riches sans combattre l'Etat colonial et le colonialisme.

Etablir un programme de lutte contre les premiers comme contre les seconds. Voilà ce sur quoi les organisations ouvrières devraient s'entendre ; voilà ce qu'il faudrait qu'elles proposent aux travailleurs. Un programme de lutte clair et une politique hardie changeraient immédiatement le climat. Les travailleurs, eux, sont déjà prêts. Il reste à leurs organisations à prendre leurs responsabilités.

MARTINIQUE :

BÂTIMENT : lutter contre de nouvelles menaces de licenciement

QUATRE mois après le début des travaux de construction de l'université de Schoelcher qui devaient durer environ deux ans, les patrons de Jardin-Billiard parlent déjà de licenciement. Ils voudraient dès ce mois-ci jeter au chômage au moins une quarantaine de travailleurs. Ces patrons prétendent qu'ils n'ont pas encore reçu les plans de construction en élévation et que de ce fait, ils sont obligés de suspendre momentanément une partie des ouvriers. Bien sûr, Jardin-Billiard n'a pas encore franchi le stade des menaces verbales. Cependant ce conflit latent pose à nouveau le problème de la politique à avoir dans la lutte contre les licenciements.

Les travailleurs du Bâtiment ont déjà fait la preuve dans un passé récent de leur haute combativité. Nul doute qu'ils sauront répondre comme il se doit à l'offensive des patrons. Toutefois, de nouvelles menaces sur l'emploi dans le Bâtiment marquent la limite des solutions apportées jusqu'ici. Bien sûr, les dernières grèves ont obligé l'administration à ouvrir quelques chantiers. Mais avec la fin de ces chantiers, le problème du chômage se pose à nouveau.

La lutte contre les licenciements



Le problème concerne ceux des travailleurs du Bâtiment qui ont encore du travail comme ceux qui sont déjà au chômage. Mais au-delà, il concerne l'ensemble des travailleurs de la Martinique. C'est en associant tous les travailleurs comme tous les chômeurs de la Martinique à la lutte pour la répartition du travail entre tous qu'il sera possible de l'imposer au patronat et au gouvernement colonialiste.

Pour garantir à plus long terme les résultats de leurs luttes, les travailleurs du Bâtiment doivent se donner des perspectives plus larges que celles qui consistent à livrer des batailles au jour le jour contre les licenciements.

Le problème concerne ceux

GADELOUPE :

OUVERTURE DE LA RÉCOLTE : contre les diminutions d'emplois et les bas salaires

Quelques jours de la récolte, la plus grande incertitude demeure dans les campagnes. Les ouvriers agricoles ne savent toujours pas combien de journées de travail ils effectueront ni quel salaire ils percevront. La tendance à la mécanisation de la coupe et du transport de la canne a considérablement réduit les emplois offerts au cours de ces dernières années. Déjà, l'an dernier, les coupeurs et les attacheuses ont travaillé en moyenne deux jours par semaine.

Des machines nouvelles sont arrivées, ce qui va aggraver la situation de l'emploi. Beaucoup de travailleurs agricoles vont être plongés dans une misère encore plus grande du fait de cette réduction d'emploi. La situation durant l'inter-récolte ayant été encore plus dramatique que dans les années précédentes, les travailleurs agricoles n'ont en moyenne pas accompli plus de dix journées de travail depuis la fin de la récolte et leur niveau de vie a atteint le degré le plus

bas. C'est cela la situation nouvelle dans les campagnes de la Guadeloupe et ce ne sont pas les dernières mesures prises par le gouvernement colonialiste français dans le cadre de ce qu'il appelle la départementalisation économique qui vont changer quoi que ce soit.

Les travailleurs devront-ils s'en prendre aux machines ? Ce n'est pas en cela que réside la solution aux problèmes du manque de travail dans les campagnes. Les usines Darboussier, Grosse-Montagne, Bonne-Mère, Comté possèdent par milliers des hectares de terre souvent les plus fertiles. Les richesses prodigieuses qu'elles en tirent profitent à une minorité de capitalistes.

C'est pourquoi les travailleurs agricoles auront à lutter, à se battre pour imposer l'arrêt des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Mais les augmentations de salaire, les victoires que pourront arracher les travailleurs agricoles risquent d'être remises en cause

à tous moments par ces rapaces capitalistes.

Alors il n'y a aucune raison pour que se perpétue cette situation. Il n'y a aucune raison pour que ceux qui ne travaillent pas possèdent la terre et en perçoivent les bénéfices. Les travailleurs de la Guadeloupe et les travailleurs agricoles en particulier auront donc à cœur de se mobiliser en reprenant à leur compte cette vieille mais actuelle revendication : « La terre à ceux qui la travaillent... ».

Georges RASSAMY.

Lire nos articles :

BANANERAIËS
(page 2)
VOYAGE
DE CHIRAC
(page 3)
ANGOLA
(page 4)

Guadeloupe :

BANANERAIES : le mécontentement grandit



GROSSE-MONTAGNE :

La situation à la veille de la récolte

L'EXISTENCE d'une section syndicale à l'usine de Grosse-Montagne n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants de cette entreprise. Aussi ont-ils toujours tenté de désorganiser le syndicat. Certes, ces tentatives n'ont jamais été faites au grand jour. C'est par des moyens détournés que la direction a essayé d'en arriver à ses fins. Se rendant compte que malgré toutes ces manœuvres la section syndicale demeurait intacte, elle avait imaginé de soudoyer un des principaux responsables. Ce faisant, elle pensait faire taire toute volonté de lutte des travailleurs. Mal lui en prit car ces derniers comprirent vite la manœuvre et se débarrassèrent du responsable qui s'était ainsi laissé acheter. Depuis, la section s'est réorganisée et s'est renforcée. Cependant, la direction continue sournoisement ses menées contre le libre exercice du droit syndical.

Ainsi la direction de l'usine a laissé s'écouler deux ans avant d'organiser les élections des délégués du personnel. Au moment même où nous écri-

vons, un litige oppose la section syndicale à la direction de l'usine. Alors que la législation du travail prévoit cinq délégués titulaires et cinq suppléants pour un effectif supérieur à cent, la direction a décidé de n'en accorder que quatre au mépris de la loi. Or le collège ouvriers et employés comprend plus de cent vingt électeurs.

Les responsables syndicaux ne sont pas prêts à accepter pareille entrave au droit syn-

dical. Ils mettront tout en œuvre pour imposer leur cinquième délégué. La combativité des travailleurs de Grosse-Montagne est intacte. Les coups bas des patrons de cette usine loin de l'entamer ne peuvent que contribuer à l'accroître. A quelques jours de la campagne sucrière, il est bon que les ouvriers de Grosse-Montagne soient plus déterminés que jamais à lutter et à imposer la satisfaction de toutes leurs revendications.

AU cours du mois de décembre, les travailleurs de la SCEFA se sont battus avec succès pour empêcher le licenciement d'un travailleur connu pour sa combativité.

Ceux de la plantation Bogato firent près de quinze jours de grèves pour exiger le paiement de leurs congés payés. Le patron leur fit la promesse que cette affaire serait bientôt réglée.

Au-delà des raisons précises de ces deux grèves, elles témoignent toutes les deux du mécontentement grandissant des travailleurs de la banane, et de leur volonté de traduire ce mécontentement en actes.

Depuis avril 1974, date de la dernière grève générale dans la banane, les conditions de travail dans ce secteur n'ont en effet pas cessé d'empirer. Les gros propriétaires ont tout fait pour reprendre d'une main ce qu'ils avaient été contraints de céder de l'autre.

C'est ainsi que par exemple, les tâches ont été presque partout augmentées d'une manière plus ou moins importante et varient aussi selon la plantation.

Concernant les salaires, c'est le même problème. Les

augmentations sont très rarement accordées, et toujours le plus tard possible. Les salaires sont toujours inférieurs au SMIC (51,52 F pour 8 heures). Actuellement, les travailleurs sont payés 43,92 F sur les grandes plantations et encore bien moins sur les petites. Ainsi chez Langlois, l'actuel directeur de la Chambre d'Agriculture, on ne paie les travailleurs que 28 F par jour.

Sur bien d'autres problèmes, les propriétaires ne respectent même pas la législation en vigueur, et n'hésitent pas à réprimer les travailleurs qui revendiquent. C'est ainsi que Guild, l'inspecteur central de la plantation Déravin, aidé par le gérant, menace les travailleurs de la plantation Moreau à Goyave de ne donner qu'une journée et demie de travail par semaine à ceux qui ne votent pas pour les candidats-maisons (CFDT) aux élections des délégués du personnel. Valeau, l'actuel sénateur de la Guadeloupe, ne respecte pas la législation sur les congés payés. D'autres propriétaires essaient par tous les moyens de se débarrasser des travailleurs combattifs.

Mais les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire. Les récentes grèves de la SCEFA et de Bogato le montrent. Certes, les travailleurs rencontrent de grandes difficultés pour s'organiser, difficultés venant des patrons, mais aussi malheureusement de certains dirigeants syndicaux. Ceux-ci dans bien des cas sont plus soucieux de décourager les travailleurs combattifs que de les aider. Mais un certain nombre de travailleurs, membres de la CGT, se battent pour organiser l'ensemble des travailleurs de la banane.

Les patrons auraient tort de miser sur le découragement. Car pour l'instant, c'est plutôt le mécontentement qui grandit dans les plantations bananières.

Comité de chômeurs de Capesterre un exemple à suivre

Al'initiative d'un certain nombre de militants des Jeunesses Communistes et d'autres jeunes de Capesterre, un comité de chômeurs a été mis sur pied dans cette commune.

Nous appuyons pleinement cette initiative.

C'est une façon de mobiliser les jeunes chômeurs qui

sont très nombreux en Guadeloupe, contre la politique du gouvernement qui se limite aux seules promesses, au bluff.

Ce comité est ouvert à tous. Et c'est une bonne chose. Ainsi des jeunes, des chômeurs de toutes les tendances peuvent y participer et

donner leur point de vue sur les actions à entreprendre.

Que le comité continue à fonctionner de cette façon et nous sommes persuadés qu'il regroupera de plus en plus de jeunes de la région. D'autant plus que le comité s'est déjà donné pour tâche une campagne de meetings d'information dans la région.

Martinique :

Les employés de commerce en lutte

Désormais un bulletin d'entreprise Combat Ouvrier paraît dans les grands magasins de Fort-de-France.

Cette feuille est une contribution à la lutte des travailleurs de ce secteur pour de meilleures conditions de travail, pour une vie meilleure.

Elle donne aussi le point de vue des travailleurs révolutionnaires, non seulement sur tous les faits grands et petits de l'exploitation quotidienne, mais aussi sur l'actualité politique nationale et internationale.



Rond-Point :

FAISONS RESPECTER L'ACCORD DE DECEMBRE

Certains patrons, tels Roseau, bafouent sans la moindre gêne leur engagement en refusant d'accorder l'augmentation de salaire de 205 F que nous avons obtenue suite à notre grève du mois de décembre. Cette augmentation prend effet à partir du 1^{er} novembre, ce qui signifie que les patrons auront un rappel de 205

francs sur le mois de novembre à verser aux travailleurs.

C'est ainsi que quelques minutes avant la paie, le patron du libre-service du Rond-Point nous a tous réunis pour nous faire de beaux discours hypocrites. En tentant de nous flatter par des phrases sur notre dévouement au travail, il essaie de nous faire avaler l'idée que notre salaire était suffisant et que par conséquent nous ne méritons pas la nouvelle augmentation.

Voilà de quoi est capable le patron du Rond-Point. Il croit que nous allons nous laisser faire docilement mais il se trompe lourdement.

Prisunic-Cluny :

DEUX POIDS DEUX MESURES

Décidément, au Prisunic-Cluny, les Regimont, Max Rimbaud et autres patrons de cette grande surface ne sont pas prêts à pardonner à leurs employés le fait d'avoir fait grève en décembre pour une augmentation de salaire.

Ainsi, les travailleurs grévistes se sont vus attribuer une prime de fin d'année beaucoup moins importante que celle accordée aux non-grévistes. Pour les premiers elle s'élevait à 575 F alors que les seconds étaient gratifiés d'une somme qui variait entre 1.000 et 1.500 F.

En signe de protestation contre cette amende déguisée, les travailleurs ont débrayé pendant une heure.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZAZOR
Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source

LE VOYAGE DE CHIRAC

En Guadeloupe :

NI BIGUINE, NI BAIN DE FOULE

La visite de Chirac en Guadeloupe fut extrêmement courte, presque honteuse par rapport au voyage tapageur de Giscard un an auparavant. Sans doute les péripéties qu'avait connu ce dernier l'avaient-elles porté à plus de prudence. Toujours est-il que La Viny fit plaisir à tout le monde en évitant de composer une « biguine à Chirac », et que ce dernier arriva au Raizet le 20 décembre vers minuit, heure propice, comme chacun le sait, aux bains de foule.

Le lendemain, il était à Basse-Terre. La ville était quadrillée par tout ce que la Guadeloupe peut compter de « forces de l'ordre », tant par la quantité que par la variété zoologique (CRS, gendarmes, képis rouges, etc.), et il fallait un laissez-passer pour pénétrer par les artères principales. On baignait visiblement dans une atmosphère de dialogue et de confiance mutuelle.

Malgré toutes ces précautions, il se trouva 500 personnes devant le Conseil Général pour manifester leur opposition à la politique du gouvernement colonialiste. Les larbins du pouvoir (Bernier, Guillod, Touchaud et autres) furent copieusement hués. Chirac, prudent, ne fit que passer rapidement en voiture, pour aller prendre son « bain de foule » chez les anciens

combattants et les doudous de service.

Il fit ensuite devant le Conseil Général l'exposé de la nouvelle « solution miracle » : la départementalisation économique.

Le lendemain, il se risqua jusqu'à Bouillante, le fief de Guillod, député UDR, auquel il donna des « mon cher Raymond » longs comme le bras, puis il s'envola prestement vers la Martinique, où l'attendaient un millier de manifestants.

En Martinique : Un millier de manifestants

En effet, plus d'un millier de manifestants avaient participé au défilé organisé par les partis de gauche et les orga-

nisations syndicales à Fort-de-France le lundi 22 décembre à 16 heures. Les participants purent crier leur refus de la politique menée par le gouvernement colonialiste.

Pendant ce temps, Chirac, protégé à la préfecture par des centaines de gendarmes et de policiers, pérorait sur la

démocratie et la concertation devant un parterre de valets UDR et de capitalistes, mendicants de subventions.

En résumé, le bluff du voyage de Chirac n'a pas reçu le succès escompté à la Martinique.

Claire GOYA.



CHIRAC, LA TÉLÉ ET LES ANTILLES

C'EST beau ! la Martinique ».

C'est par ces mots qu'un reporter d'Antenne 2 (l'ex-deuxième chaîne de la télévision française) concluait deux séquences filmées sur les Antilles que les téléspectateurs de l'hexagone ont pu regarder samedi 10 et dimanche 11 janvier 1976 dans le cadre des journaux d'information de la mi-journée.

Délaissant les décors de carte postale et les cadres somptueux des grands hôtels de luxe, les caméramen et le commentateur ont préféré attiré l'attention du public sur les aspects à leurs yeux les plus pittoresques et les plus significatifs de la vie quotidienne. Les plus pittoresques mais surtout les plus représentatifs de la misère dans laquelle

est plongée la population. Car des lavandières au pied dans l'eau aux combats de coq (comparés aux courses de chevaux avec paris) en passant par les régates en mer sans oublier les maisonnettes vétustes des paysans guadeloupéens, les images projetées témoignaient du dénuement extrême et de la pauvreté d'hommes et de femmes vivant dans le besoin à cause en particulier d'un emploi stable inexistant.

Mais pourquoi diable ! parler ces jours-ci des Antilles à la télévision et sous cet angle ? C'est que Chirac, voyez-vous, est allé récemment dans ces lointains territoires et y a annoncé entre autres choses la possibilité qu'aurait, au départ de Paris et pour la somme de 2.700 F (tout compris), tous

ceux qui caressent l'espoir d'aller passer une semaine sous les Tropiques. Et c'est pour tenter de susciter l'intérêt des hésitants ou des indifférents qu'Antenne 2 s'est faite, l'espace d'un week-end, l'agence de tourisme du gouvernement pour ces îles de la Caraïbe, en faisant du pittoresque avec la misère des petites gens.

En tout cas, une chose est sûre : les gens qui nous gouvernent ne sont pas capables de résorber la misère dans nos pays. Ils savent par contre fort bien se servir de cette misère pour attirer les touristes qui, eux, tout bien compté, enrichissent toujours les mêmes et non point le pays comme veut le faire croire la propagande du pouvoir.

Philippe DETRAT.

EN BREF

France- Antilles en action

Un des plumitifs du torchon colonialiste France - Antilles, grand pourfendeur de la Gauche et grand donneur de leçons de morale réactionnaire, ivre au volant de sa voiture, fauche un piéton sur la route, et en prenant lâchement la fuite percute trois voitures en stationnement. Il dessaoulera à l'hôpital.

Pendant ce temps France-Antilles continue ses tirades indignées contre les automobilistes irresponsables...

La municipalité UDR du Robert ne paye plus ses employés

Les ouvriers employés par la municipalité du Robert attendent depuis huit mois d'être payés. Le maire et son premier adjoint, farouches partisans de l'UDR, montrent ainsi tout le mépris qu'ils ont pour les travailleurs qu'ils emploient.

FO et la collaboration de classe

Le nouveau syndicat FO de la Martinique a refusé de s'associer aux manifestations organisées par la Gauche et les syndicats lors de la venue de Chirac et a accepté l'entrevue avec le Premier ministre. La collaboration de classe pratiquée par ce syndicat ne date pas d'hier, et il n'est pas étonnant dans ces conditions que le dirigeant de ce syndicat soit un des attachés de la Préfecture...

Les grandes manœuvres électo- rales de la Majorité en Martinique

ON prépare fébrilement les élections cantonales dans les milieux UDR de la Martinique. On a pu voir en quelques mois se mettre sur pied un Comité de Liaison de la Majorité. Au mois de décembre, le capitaliste Bally était propulsé à la tête des républicains indépendants de la Martinique. Enfin, on nous annonçait la candidature de Maurice Nicolas comme candidat UDR du troisième canton de Fort-de-France. Pendant ce temps, Char-

ron, au Marin, essaye de remonter la pente après la découverte du trou farineux du SIDER (130 millions anciens) en publiant force lettres ouvertes et interviews. Bref, on s'agite beaucoup dans les milieux majoritaires, et d'ailleurs il est certain que la venue de Chirac était accueillie par l'UDR comme l'un des moyens pour se renflouer en prévision des prochaines élections cantonales et mêmes des élections municipales de 1977.

Mais l'UDR ne doit sû-

rement pas croire aux seules vertus de la propagande et de la publicité, si efficaces soient-elles grâce à FR3 et France-Antilles. Car il n'y aura encore pas cette année, comme cela se fait en France de recensement des électeurs inscrits par ordinateur. Faut-il croire que la majorité se prépare, comme il est dans ses traditions, à faire voter les morts et à jouer au petit jeu des doubles inscriptions pour ses partisans ?

Mariane TIBUS.

Le SMIC augmente : un salaire de misère !

Le gouvernement vient d'annoncer une hausse dérisoire du SMIC applicable dans les « départements d'Outre Mer » et qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1976. Elle est de 2,3 %, ce qui porte le salaire minimum de 251,97 F à 257,77 F pour 40 heures par semaine, soit 6,44 F de l'heure.

Mais le communiqué de la radio ne dit pas clairement si la loi supprimant le SMAG en l'alignant purement et simplement sur le SMIC est applicable à la Guadeloupe comme en France et en Martinique.

De deux choses l'une : ou bien la radio se tait pudiquement sur cette affaire puisqu'on maintient cette discrimination inqualifiable entre la France et la Martinique d'une part et la Guadeloupe de l'autre. Discrimination qui fait que l'augmentation du SMIC ne bénéficie pas aux catégories les plus mal payées

c'est-à-dire les ouvriers agricoles.

Ou alors le SMAG était effectivement aligné sur le SMIC et dans ce cas le silence officiel vise à couvrir les gros propriétaires terriens qui en pleine illégalité continuent à payer leurs ouvriers à un taux inférieur au

salaire minimum garanti.

Dans la banane, par exemple, où les travailleurs ne perçoivent que 5,49 F de l'heure, les salaires devraient être augmentés immédiatement d'au moins 9 centimes de l'heure simplement pour être alignés sur le salaire minimum légal.

Nouveau train de hausses en Martinique

PENDANT qu'il prêche la lutte contre l'inflation, le gouvernement colonialiste ne cesse de donner le bon exemple en augmentant les tarifs qu'il contrôle. C'est ainsi que depuis le 1^{er} janvier, certains tarifs postaux ont augmenté notamment le courrier international, les télégrammes, etc. De plus, au mois d'avril, les tarifs du fret maritime vont être augmentés de

15 %. En outre, la majorité UDR du Conseil général a pris la décision d'augmenter l'essence de 5 centimes par litre.

Nul doute que toutes ces hausses vont encore accroître la gêne dans les couches pauvres de la population. Mais de ceux-là, ni le gouvernement colonialiste, ni ses valets du Conseil général ne se soucient.

Djibouti :

Les marionnettes du colonialisme

Le gouvernement français, d'après ses récentes déclarations reconnaît à Djibouti une « vocation à l'indépendance » et s'apprête à quitter le territoire des Afars et des Issas. En effet, comme le déclarait crûment Messmer, la France n'a plus le même intérêt que dans le passé à une présence directe.

Les colonialistes entendent cependant confier, comme ils l'ont fait dans la plupart de leurs anciennes colonies, la défense de leurs intérêts à des hommes de paille.

A Djibouti, le gouvernement français ne se donne même pas la peine de propulser une nouvelle équipe qui n'aurait pas été de trop près associée à sa do-

mination. Ce sont les mêmes hommes qui, hier encore, le servaient directement, qui postulent aujourd'hui à la direction du nouvel Etat indépendant. En particulier Ali Aref, le président du Conseil de gouvernement du Territoire des Afars et des Issas, est devenu du jour au lendemain un partisan de l'indépendance... en union avec la France : « Une indépendance garantie par la présence française », entendez par là les six mille soldats français qui, à tous moments, sont prêts à intervenir contre les opprimés de Djibouti.

Mais il n'est pas sûr que ces derniers ne viendront pas perturber toutes ces combines qui se nouent et se dénouent à leur insu.

Les États-Unis responsables de milliers de morts en Angola



PORTUGAL : tirer les leçons du massacre de Tancos

AINSI donc dans l'après-midi du jeudi 1^{er} janvier, la Garde Nationale Républicaine a assassiné au Portugal. Cette même Garde Républicaine qui se signalait déjà par son zèle dans la répression, du temps de la dictature, a ouvert le feu sur des manifestants qui réclamaient la libération de militaires emprisonnés à la suite de l'échec de la révolte des parachutistes contestataires de la base de Tancos.

Quatre morts et cinq blessés, voilà le triste bilan de cette fusillade !

Pendant vingt mois de grèves ouvrières, de manifestations de rue, d'occupations de terres par les petites paysans, de bouillonnement au sein de l'armée, on n'avait pas vu cela : tant de malheureux assassinés aussi sauvagement.

Et cela nous prouve bien que ce n'est pas l'agitation dans les casernes, ce n'est pas la mobilisation des travailleurs dans leurs entreprises ou dans la rue qui provoquent les assassins réactionnaires. Bien au contraire ! Les hommes de main de la bourgeoisie passent à l'attaque quand ils

pensent que la classe ouvrière est en position de faiblesse et quand ils sentent derrière eux toute l'armée soudée et disciplinée.

Que les travailleurs du Portugal et du monde s'en souviennent, et les quatre de Porto ne seront pas morts pour rien.

Sachons nous souvenir que le principal adversaire du prolétariat ce n'est nullement ce que ses adversaires appellent hypocritement « le désordre », c'est à l'opposé « l'ordre » des bourgeois et de leurs assassins en uniforme !

L'INTERVENTION de l'impérialisme américain aux côtés du FNLA et de l'UNITA, intervention qui avait entraîné l'aide russe au MPLA, a transformé une lutte pour le pouvoir entre organisations nationalistes angolaises en un conflit international. La tension entre États-Unis et URSS par Angolais interposés fait craindre la remise en cause de la politique de détente entre grandes puissances. Certains ont pu penser, devant le déploiement des forces militaires et la violence des affrontements, à une reprise de la guerre froide.

Il semble, à l'heure où nous écrivons, que les deux grandes puissances envisagent de se dégager et d'aboutir à un compromis.

Toutefois, la gravité de la guerre a montré à quel point est fragile la politique de détente. La libération de l'Angola de la domination coloniale portugaise a bouleversé l'équilibre des forces entre grandes puissances. Dans la mesure où trois organisations se disputaient le pouvoir dans l'Angola indépendante, deux de ces organisations, le FNLA et l'UNITA, étant ouvertement dévouées à l'impérialisme, les États-Unis ont voulu imposer ces deux-là à la tête de l'État. Dans ce but, il les a aidées matériellement et militairement. Il en se-

ra de même chaque fois qu'un peuple en lutte pour son émancipation remettra en question l'équilibre des forces. En effet, la politique de détente n'est pas de la part des États-Unis une politique de paix. Il s'agit pour eux d'être dans la meilleure position possible dans une guerre qu'ils savent inévitable contre l'URSS. Détente ou pas, chaque fois que l'équilibre sera bouleversé indépendamment de la volonté des grandes puissances, les États-Unis chercheront à le rétablir en leur faveur.

Une telle attitude des États-Unis est responsable de nombreux conflits dans le monde. Et même si aujourd'hui l'impérialisme américain se dégage de l'Angola — à la condition que l'URSS cesse de son côté de soutenir le MPLA — il aura contribué à envenimer la situation à un point tel que la guerre peut se prolonger encore de longs mois en Angola. Le peuple angolais a déjà vu tomber cent mille des siens ; ses conditions de vie sont chaque jour détériorées par la guerre qui les laisse à la merci d'épidémies mortelles.

Les États-Unis ont peut-être le choix de se retirer du conflit, mais pas le peuple angolais qui risque de continuer à payer de son sang les manœuvres de l'impérialisme comme les avaient payées avant eux les peuples du Congo et du Biafra.

FRANCE : Le PCF conservera-t-il encore longtemps sa dénomination de communiste ?

AINSI, pour Georges Marchais, invité à la télévision française, l'expression « dictature du prolétariat » figurant encore dans les statuts du PCF est parfaitement dépassée. Et, à ses dires, il en proposerait l'abandon lors du XXII^e congrès de sa formation qui se tiendra début février.

Evidemment, ce n'est pas la dictature du prolétariat en elle-même qui est en cause ici car l'objectif du PCF n'est pas d'œuvrer à l'avènement en France d'un État ouvrier. Les propos te-

nus par le secrétaire général du PCF, le mercredi 7 janvier dernier, ne prennent en réalité tout leur sens que replacés dans leur contexte. L'opinion publique aujourd'hui en France est sensibilisée par certains aspects de la politique intérieure de l'URSS, entre autres l'internement d'opposants politiques. A ce propos, le PCF a nettement désapprouvé les bureaucrates du Kremlin.

En fait, ce ne sont pas les méthodes stalinienne des dirigeants soviétiques qui gênent le PCF mais bien le fait d'être accusé par

l'opinion publique bourgeoise. Or, depuis quelques années, tous les efforts du parti de Marchais tendent à se faire accepter par la bourgeoisie comme un parti comme les autres, pour pouvoir ainsi accéder aux responsabilités gouvernementales dans le cadre de la société capitaliste actuelle, comme c'est le cas pour le Parti Socialiste.

Actuellement, le PCF considère qu'il a peut-être une chance grâce à son alliance avec le Parti Socialiste. Aussi il ne veut pas être gêné par ses liens avec

l'URSS et par ses références d'ailleurs verbales au marxisme. Dans sa déclaration, Marchais se démarque de l'un comme de l'autre. Si le Parti Communiste s'engage dans cette voie c'est pour mieux renforcer ses liens avec la bourgeoisie française. Et les premières victimes de cette politique sont avant tout les travailleurs qui lui font encore confiance.

Le PCF a, dans les faits, abandonné la dictature du prolétariat. Sa référence à Moscou n'infirme en rien cette analyse puisque le régime

en place en URSS n'a plus rien à voir avec la dictature du prolétariat.

Au cours de ses jeunes années, les travailleurs y avaient établi la dictature du prolétariat, qui n'était qu'une dictature contre une minorité d'exploiteurs. Une dictature pour les empêcher de rétablir leur oppression contre la majorité des travailleurs et des paysans pauvres. Et pour les masses travailleuses, l'État prolétarien assurait une liberté et une démocratie infiniment plus grandes que le plus libéral des États bourgeois.

ESPAGNE

Les grèves risquent de contrecarrer le plan des bourgeois

ARIAS NAVARO, actuel chef du gouvernement espagnol, vient de fixer un délai de deux ans pour faire de l'Espagne un pays démocratique ; démocratie qui ne reconnaît même pas au Parti Communiste le droit à la légalité.

Le peuple est donc prévenu que la libéralisation sera lente et limitée. Ceci illustre bien la crainte des milieux dirigeants de la période de transition entre la dictature et un régime parlementaire dominé par la droite. Car cette évolution peut susciter des événements qu'ils seraient incapables de contrôler.

Justement, leurs efforts sont remis en cause par les travailleurs qui, eux, n'attendent pas l'illusoire démocratie étriquée promise par Navarro pour se mettre en lutte et pour imposer des revendications pour lesquelles ils n'ont que trop attendu. C'est ainsi qu'à l'heure où nous écrivons, à la suite d'une grève de métro de Madrid, plusieurs secteurs importants de l'industrie espagnole se sont mis en grève



ve pour imposer des améliorations lors du renouvellement des conventions collectives.

Et même si le gouvernement a arrêté vingt-trois syndicalistes accusés d'avoir politisé des mouvements que le

gouvernement prétend vouloir maintenir dans le cadre des revendications économiques, ces grèves auront de toute façon des implications politiques et ils remettront en cause les laborieuses combinaisons des milieux dirigeants.

La mort de Chou En-Lai

Chou En-Lai, l'un des dirigeants de l'État chinois, vient de mourir. Sa carrière politique commença avec la lutte de libération que dût mener des années durant le peuple chinois contre l'impérialisme.

Aujourd'hui, l'ensemble des chefs capitalistes et en pre-

mier lieu les chefs de file de l'impérialisme américain célèbrent ses qualités d'homme d'État. Mais ces éloges montrent que Chou En-Lai leur apparaissait comme un interlocuteur possible parce qu'il se situait dans le même camp que le leur : celui de la bourgeoisie internationale.

Liebknecht, Luxemburg et Lenine

LE mois de janvier est celui où le mouvement communiste mondial commémore traditionnellement le souvenir de trois prestigieux dirigeants du mouvement ouvrier, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Lénine.

C'est en janvier, en effet, que tous trois ont trouvé la mort à cinq ans d'intervalle. Les deux premiers assassinés, tombaient en janvier 1919 ; le troisième succombait à la maladie alors qu'il dirigeait le premier État ouvrier du monde.

Rosa Luxemburg comme Karl Liebknecht étaient avant la Première Guerre mondiale des dirigeants de l'aile gauche de la social-démocratie allemande.

Lors de la trahison des appareils sociaux-démocrates qui avaient abandonné pendant la guerre de 1914 le camp du prolétariat pour rejoindre l'Union sacrée avec leurs bourgeoisies, ils étaient parmi les rares dirigeants qui refusèrent le chauvinisme et la collaboration avec les exploités. Ils défendirent l'idéal communiste, l'internationalisme prolétarien. C'est le même choix qui les avaient conduits à la tête de la révolution prolétarienne allemande de 1919, alors que tant de dirigeants ouvriers se vendaient à

la bourgeoisie pour une place ministérielle.

Et c'est bien pour cela que des officiers réactionnaires les assassinèrent le 15 janvier 1919 avec la complicité de la social-démocratie allemande. En tuant Luxemburg et Liebknecht, c'est l'ensemble du mouvement communiste allemand que la réaction voulait décapiter.

Lénine (1870-1924) fut le fondateur et le dirigeant du premier parti ouvrier qui conduisit la classe ouvrière à la conquête et à l'exercice du pouvoir. A ce titre, il est le symbole même, pour les prolétaires de tous les pays, de la révolution.

Mais sa santé s'affaiblit alors que le premier État ouvrier, isolé, traversait une période difficile. Après sa mort, en janvier 1924, apparut au grand jour l'usurpation du pouvoir ouvrier par une couche parasitaire : la bureaucratie, qu'il n'eût pas le temps de combattre.

Plus d'un demi-siècle après, la révolution prolétarienne n'est pas encore accomplie. Les problèmes fondamentaux demeurent, et l'exemple ainsi que l'enseignement de ces grands révolutionnaires doivent continuer à inspirer les nouvelles générations.